

Le 12 novembre, le Grand Lyon doit se prononcer sur le futur mode de gestion de l'eau dans l'agglomération (1).

Lundi soir, en fin de conseil municipal, Idir Boumertit (Parti de gauche) a présenté une motion réclamant un abandon de la délégation de service public en vigueur aujourd'hui et un retour en régie directe que, pour l'heure, a-t-il déploré, Gérard Collomb n'envisage absolument pas. L'élu de la majorité souhaitait ainsi que les différentes composantes de l'assemblée communale se positionnent sur ce dossier majeur.

Une démarche qui a visiblement suscité quelques remous au sein du groupe socialiste dont certains membres étaient tout prêts à voter cette motion. Alors que Lotfi Ben Khelifa (PS) venait de quitter «opportunément» la séance, c'est Bernard Rivalta (PS) qui est monté au créneau pour annoncer que le PS ne prendrait pas part au vote. Rappelant qu'une commission réunissant tous les groupes politiques du Grand Lyon planchent sur la question depuis plusieurs mois, il a considéré que c'est en toute logique aux conseillers communautaires qu'il appartiendra de trancher. Sans manquer de vanter l'action dans ce dossier de Gérard Collomb qui, a-t-il affirmé, «a hérité de contrats léonins conclus par ses prédécesseurs et dont l'objectif aujourd'hui est de parvenir à une baisse de 20 % du prix de l'eau.»

Pour sa part, Michèle Picard a souhaité amender le texte présenté par Idir Boumertit en demandant «le report de la délibération prévue le 12 novembre au Grand Lyon afin de permettre un vrai débat citoyen avec la population et d'éclairer les enjeux d'un possible retour de la distribution de l'eau dans le giron public.»

Cette motion corrigée et très « symbolique » dans la mesure où elle ne changera bien sûr pas le cours des choses à la Communauté urbaine, a été approuvée par le PCF, le PG, LO, le groupe «divers droite», Saliha Mertani (MoDem) et Maurice Iacovella (sans étiquette).